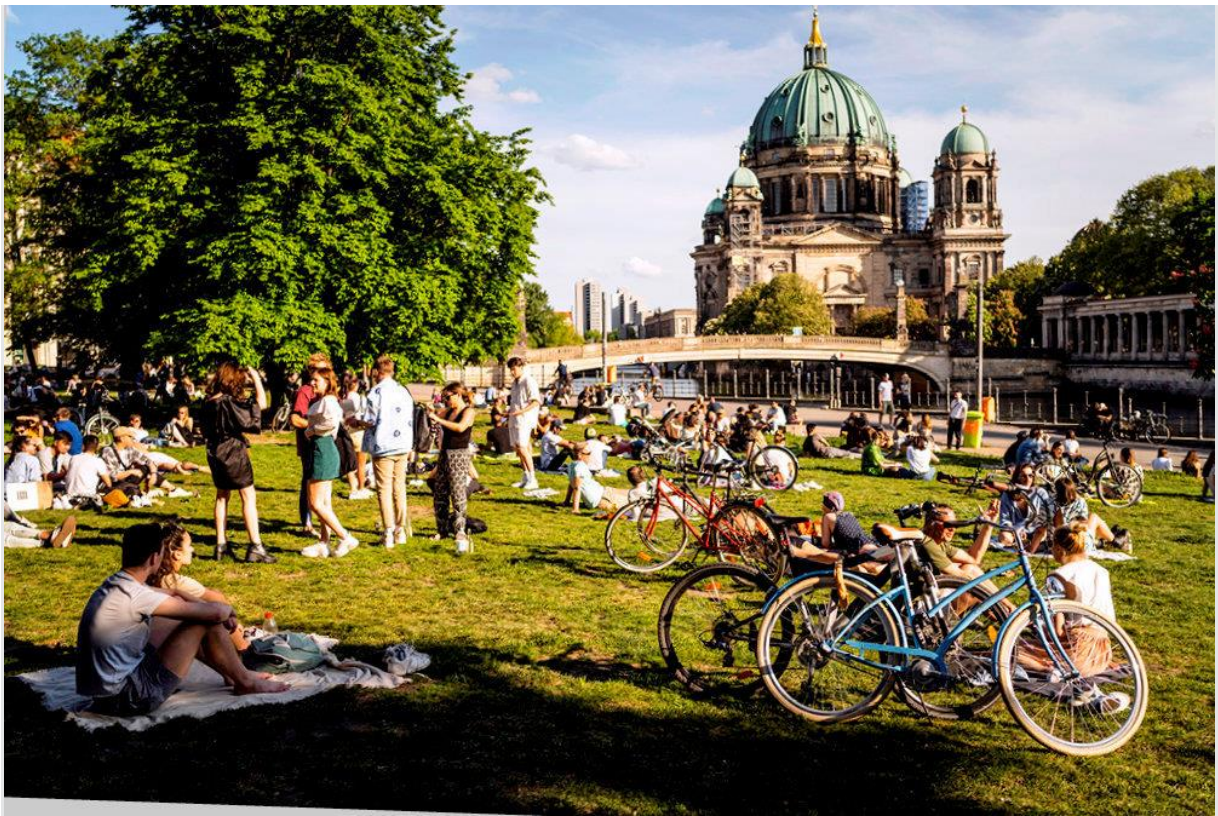


France-Allemagne, le grand décrochage

La crise du Covid-19 souligne l'écart économique qui s'est creusé entre les deux pays. Paris-Berlin, un couple en instance de divorce ?

Par Pascale Hugues (à Berlin), Emmanuel Berretta (à Bruxelles), Luc de Barochez (à Francfort)

Publié le 14/05/2020 | Le Point



Détente. Le 9 mai, à Berlin, les promeneurs profitent du soleil et du déconfinement. Dans la capitale allemande, les cafés et les restaurants doivent rouvrir prochainement.

Le 16 mars à 8 heures du matin, des policiers allemands en chasuble jaune fluo et avec des gants de latex contrôlent les automobilistes et les piétons à l'entrée de Kehl, la petite ville frontalière en face de Strasbourg. Surpris, les Alsaciens venus acheter des cigarettes ou faire un plein d'essence bon marché sont priés de faire demi-tour. Sur le pont du Rhin, symbole de la réconciliation franco-allemande, la circulation bouchonne, le ton monte, les

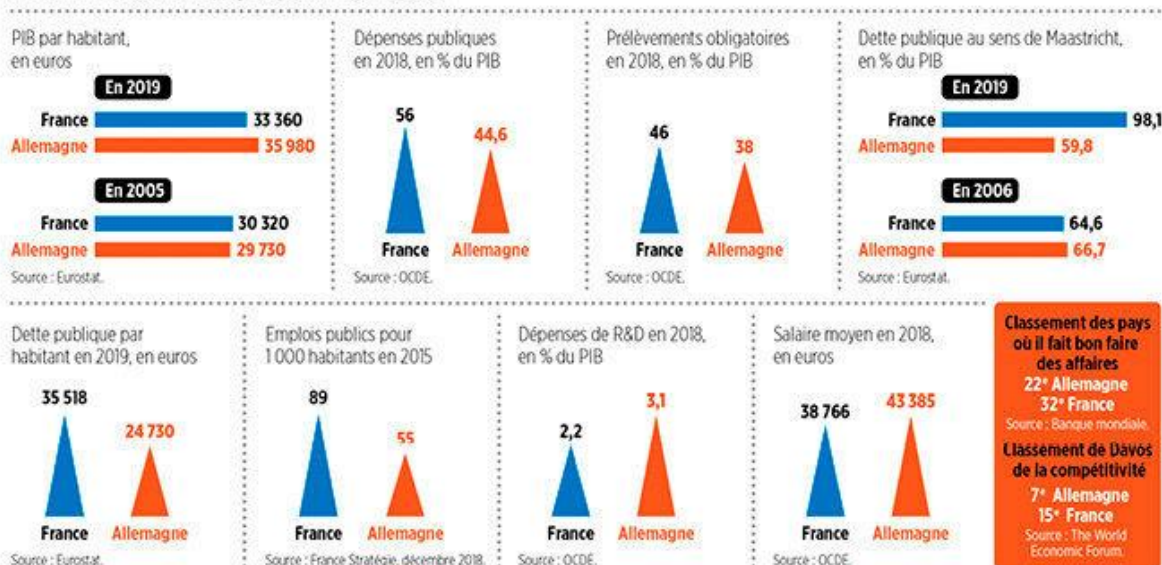
nerfs sont à vif. Quelques jours plus tard, les Allemands tentent de se rattraper en venant chercher des malades français en hélicoptère pour les transférer outre-Rhin, afin de soulager des hôpitaux alsaciens débordés.

Malaise. Le traumatisme n'est pas effacé pour autant. La fermeture de la frontière sans concertation s'explique, certes, par le besoin d'enrayer la propagation du coronavirus, qui faisait des ravages dans le Grand Est. Mais elle est aussi la métaphore d'un malaise persistant entre Paris et Berlin. Le Covid-19 accélère le grand décrochage entre deux partenaires qui prétendent porter ensemble l'Europe sur leurs épaules, mais qui, dans les faits, sont de plus en plus inégaux.

On se fait plus mal quand on tombe de haut. Avant la pandémie, si paradoxal que cela puisse paraître, Emmanuel Macron se voyait volontiers en position de force par rapport à Angela Merkel. À l'Élysée, on théorisait sans vergogne sur ses avantages. Lui était l'avenir, elle représentait le passé. Il portait une vision pour l'UE, elle était incapable d'articuler un projet européen ambitieux. Il était encore jeune, elle était prise d'accès de tremblements. Il disposait d'une majorité aux ordres, elle était engluée dans les sables mouvants d'une grande coalition droite-gauche. Il était l'héritier de l'indépendance gaullienne, elle dirigeait un pays qui ne pouvait plus compter sur le grand frère américain depuis l'élection de Donald Trump. Même la redoutable machine industrielle allemande semblait vaciller aux yeux d'un président ébloui par sa propre arrogance. « *L'Allemagne est sans doute à la fin d'un modèle de croissance* », assénait-il le 25 avril 2019.

Gouffre. Patatras ! Le coronavirus a révélé le gouffre qui sépare une Allemagne riche, au dialogue social efficace et à la démocratie apaisée, d'une France à peine moins riche mais en pleine crise existentielle. Allemands et Français ont beau avoir plongé en même temps dans l'épreuve du confinement, ils l'ont traversée bien différemment. Outre-Rhin, des restrictions souples ont été observées avec discipline par une population qui dans son écrasante majorité était consentante. Contraint par la pénurie de lits en soins intensifs, Paris a imposé un confinement plus répressif, plus liberticide, et a dû légiférer en catastrophe pour décréter un état d'urgence sanitaire prolongé jusqu'en juillet. La pénurie des masques et des tests a dévoilé l'étendue des défaillances françaises. Le président est devenu la cible d'une pluie de critiques, son gouvernement voit les plaintes s'accumuler devant la Cour de justice de la République. La défiance à l'égard de l'exécutif atteint des sommets.

Fourmi allemande, cigale française



Rien de tout cela à Berlin : Merkel n'a eu nul besoin de mettre la démocratie allemande entre parenthèses. Quatre Allemands sur cinq lui ont fait confiance pendant la crise, alors qu'elle est au pouvoir depuis plus de quinze ans ! Le réflexe de solidarité nationale a joué à plein. Le déconfinement y est plus rapide et plus serein qu'en France. Coiffeurs, aires de jeux, cultes, cafés et restaurants, écoles (bien que timidement), championnat de football (à huis clos)... La vie reprend son cours, avec des restrictions sanitaires parfois surréalistes. Par contraste, côté français, les portes du confinement s'entrouvrent en grinçant après des semaines d'isolation.

« **Un partenaire si fragile** ». Le fossé n'en finit plus de se creuser. Non seulement la machine économique allemande redémarre plus tôt, mais elle a largement continué à fonctionner pendant le confinement. Ainsi, dans le bâtiment et les travaux publics, les chantiers se sont poursuivis à 70 %, contre seulement 20 % en France. Surtout, sa gestion économe des deniers publics a permis à l'Allemagne d'aborder la crise sanitaire avec des caisses qui débordent. Le gouvernement peut débloquer des aides aux entreprises d'une générosité sans équivalent en Europe. Les prévisions économiques de la Commission européenne confirment l'écart : alors que la France présentait une croissance 2019 un poil plus vigoureuse que sa voisine (1,7 %, contre 1,5 %), la chute prévue cette année y est plus nettement marquée (- 8,2 %, contre - 6,5 %).

«*Le décrochage se concrétise et s'accroît*, souligne Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation proeuropéenne Robert-Schuman. *Il est davantage le produit d'un défaut de gouvernance que le fruit de problèmes de*

puissance. Bien sûr, on peut toujours dire que l'industrie allemande est plus robuste, plus stable, mais la France possède aussi des potentialités que l'Allemagne n'a pas. »

Le virus s'est abattu sur des Français aux nerfs laminés par deux années de conflits incessants : révolte des Gilets jaunes, grève des transports en commun, manifestations contre une réforme des retraites entre-temps mise de côté... la colère collective paralyse l'action du gouvernement. Une situation que Berlin, qui comptait sur Emmanuel Macron pour engager des réformes profondes, observe avec inquiétude. *«Le gouvernement allemand, rappelle Claire Demesmay, responsable du programme franco-allemand à l'Institut allemand de politique étrangère (DGAP), à Berlin, avait conditionné les progrès dans l'intégration européenne à la capacité de la France de se réformer. Il avait placé tant d'espoir dans ce nouveau président énergique, qui promettait de faire enfin bouger les choses! Il a maintenant l'impression, plus encore depuis la crise du Covid-19, que rien ne changera jamais parce que ce pays est irréformable et, finalement, ingouvernable. Difficile d'aller de l'avant avec un partenaire si fragile. »*

Une chancelière, quatre présidents



• **Passage de relais européen ?** Angela Merkel au côté du jeune président français, Emmanuel Macron, à Toulouse, le 16 octobre 2019.



• **Respect mutuel.** La chancelière avec François Hollande à Versailles, le 6 mars 2017.



- **Entente.** Avec Nicolas Sarkozy, à Berlin, le 16 mai 2007, le jour même de l'investiture du nouveau président de la République française.



- **Baise-main.** Le président Jacques Chirac, pour son dernier voyage

officiel, se rend à Berlin, le 3 mai 2007. Une forme d'adieu à la politique internationale, trois jours avant l'élection de Nicolas Sarkozy.

Handicaps. Il faut remonter à la réunification allemande, il y a trente ans, pour trouver les racines du malaise. À l'époque, la France joue le rôle de leader incontesté en Europe. Elle impose à l'Allemagne de renoncer à son meilleur atout, le deutschemark, pour prix de la réunification. Un sacrifice consenti dans la douleur par les Allemands, qui attendent en vain, depuis lors, que la France effectue un geste d'une aussi grande portée en direction de Berlin. Au contraire, Paris accentue les divergences. Vote des 35 heures, dérapage des dépenses publiques, laxisme budgétaire permanent, multiplication des emplois de fonctionnaires (un million de plus qu'en Allemagne aujourd'hui), délocalisations accélérées, la France se leste peu à peu de handicaps quasi insurmontables.

Pourtant, dans les années 2000, la richesse produite par habitant était encore la même des deux côtés du Rhin. Mais Berlin engage alors des réformes audacieuses de son droit du travail et s'impose par beau temps la règle du *schwarze Null*, du « zéro noir », c'est-à-dire de l'équilibre des comptes publics. Résultat, la dette publique, qui était identique avant la crise financière de 2008, représentait en début d'année 100 % du produit intérieur brut en France, mais moins de 60 % en Allemagne. En 2013, sous la présidence Sarkozy, le crédit souverain de la France perd son triple A, la note excellente dont elle bénéficiait jusqu'alors. Les deux pays n'ont plus la même marge de manœuvre. « *Tous nos défauts font qu'aujourd'hui la France a 200 milliards d'euros de PIB en moins*, souligne Jean-Dominique Giuliani. *Dans cette crise du coronavirus, toutes nos défaillances de gouvernance ont sauté de manière criante aux yeux des Français, qui ont pu se comparer.* »

Bureaucratie. La crise a mis en lumière le poids étouffant de la bureaucratie française. À Bruxelles, Mariya Gabriel, commissaire européenne à la Recherche et à l'Innovation, est sur la brèche depuis trois mois pour coordonner la recherche d'un vaccin. Ses proches mentionnent qu'elle parvient plus aisément à joindre les chercheurs américains (donc hors UE) qu'à s'entretenir avec ceux de l'Institut Pasteur à Paris ! Idem s'agissant de l'application StopCovid. Quand son cabinet tente de joindre celui de Cédric O, secrétaire d'État chargé du Numérique, Paris ne rappelle pas. Arrogance française injustifiable. En revanche, Mariya Gabriel a pu œuvrer main dans la main avec l'Allemagne pour faire échec à la tentative américaine de prise de contrôle du fabricant de vaccins CureVac, un joyau de la biotechnologie allemande. Faut-il dès lors s'étonner que l'étude européenne Discovery, lancée par la France pour tester cinq modalités de

traitement, ait fait un flop ? Seul le Luxembourg s'y est rallié. Trop de bureaucratie a dissuadé Allemands, Britanniques, Néerlandais, Espagnols, Belges... L'étude sera essentiellement française et plus coûteuse que les autres.

Un déconfinement par Länder

Contrairement à la France, l'Allemagne a évité de recourir à un régime d'urgence pendant la crise. Le Bundestag a néanmoins voté en mars une loi qui permet au gouvernement fédéral d'imposer aux régions (Länder) certaines réglementations à but prophylactique, sans le feu vert du Bundesrat. Cela n'a pas empêché les Länder d'interpréter à leur façon les consignes et de déconfiner chacun à son rythme, en fonction de la situation sanitaire locale.

Les autorités allemandes marchent sur des œufs pour évoquer les déboires de la « Grande Nation ». *« Le débat sur le décrochage français par rapport à l'Allemagne est purement franco-français, assure un proche de la chancellerie. La différence de quelques points de PIB entre nos deux pays n'a aucune incidence sur notre relation. Dans le passé, la France était plus forte que l'Allemagne, et l'Europe a continué d'avancer. L'Europe est faite de pays aux économies très diverses, et il faudra toujours, quelles que soient nos différences, s'entendre politiquement entre Paris et Berlin. »*

Un volontarisme qu'exprime aussi, à Paris, le ministre de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire. *« Je ne partage pas les inquiétudes, et les angoisses parfois, de ceux qui craignent un décrochage entre la France et l'Allemagne, confie-t-il. Je n'ignore pas les chiffres, les situations budgétaires, les situations industrielles, mais je vois aussi que sur le long terme nous avons tout pour réussir aussi bien que nos partenaires allemands. Je crois que ça ne dépend que de nous, et nous avons tout pour nous redresser vite, nous redresser fort et le faire en bonne intelligence avec l'Allemagne. »* Pour le ministre, l'un des rares de l'équipe gouvernementale à maîtriser la langue de Goethe, *« le sujet n'est pas l'opposition entre la France et l'Allemagne. Le sujet est de savoir comment nous existons encore entre la Chine et les États-Unis au XXI^e siècle. Nous n'avons pas d'autre choix, Allemagne et France, que de rassembler nos forces et nos atouts »*. Parmi les points saillants de la France, Bruno Le Maire cite une démographie dynamique, une attractivité qui reste forte aux yeux des investisseurs internationaux, un système financier solide et performant, une recherche de pointe, un esprit d'entreprise puissant.

Fierté. En face, l'Allemagne a elle aussi ses handicaps, qui ont été en partie masqués par le réflexe d'unanimisme durant la crise. La question de la succession d'Angela Merkel n'est toujours pas réglée, sa dauphine désignée, Annegret Kramp-Karrenbauer, ayant jeté l'éponge à la fin de 2019. Le

rendez-vous des urnes de l'automne 2021 approche. Ce timing ne favorise pas, côté allemand, une initiative audacieuse au niveau européen, alors même que Berlin doit assumer, le 1^{er} juillet, la présidence tournante de l'Union européenne. Malgré les performances économiques, le climat politique s'est dégradé depuis la naissance du parti d'extrême droite Alternative für Deutschland (AfD), en 2012. Dans un premier temps, ce nouveau parti se fédère, ce n'est pas un hasard, autour du rejet de l'euro. En 2017, devenu entre-temps un parti anti-immigration, il entre au Bundestag avec plus de 90 députés. Un choc dans ce pays où jamais depuis la Seconde Guerre mondiale l'extrême droite n'avait franchi le seuil du Parlement, fédéral.

La marche en avant de l'AfD met au jour la crispation nationaliste et identitaire, sensible surtout dans l'ex-RDA communiste. L'époque est bien finie où l'eurojubilation était de mise dans un pays qui avait besoin de racheter son passé nazi. Professeure de politique européenne à l'université du Danube, en Autriche, Ulrike Guérot estime que la renationalisation de l'Allemagne s'est faite par étapes depuis 1989 : *« Son point d'orgue fut la Coupe du monde de football de 2006, avec les drapeaux noir-rouge-or et le droit revendiqué à la fierté nationale. Elle s'amplifie en 2012 avec la création de l'AfD, qui redessine l'échiquier politique. Elle se nourrit de la crise des réfugiés en 2015. Le ton est plus nationaliste et la volonté de protéger avant tout les intérêts de l'Allemagne n'est plus un tabou. Cette affirmation se fait parallèlement à une perte d'influence française au niveau économique et politique. »*



Un air de liberté. Au bord de la Spree, le 9 mai, à Berlin, après plusieurs semaines de confinement.

Le jugement de Karlsruhe. La décision des juges en robe rouge de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe, qui, le 5 mai, sommaient la Banque centrale européenne (BCE) de rendre dans un délai de trois mois des comptes sur sa politique de liquidités abondantes et bon marché témoigne de cette tendance à la renationalisation. La crise du Covid-19 a ravivé l'inquiétude des Allemands, à qui on demande sans cesse de payer pour leurs voisins du Sud. La plainte a d'ailleurs été portée par un groupe d'euroseptiques notoires. Pour Ulrike Guérot, ce jugement « *traduit une poussée de la droite conservatrice au sein de l'establishment économique et politique allemand. À l'époque de Helmut Kohl, ça n'aurait jamais eu lieu. On était dans un autre temps mental. Personne ne contestait l'Europe. Aujourd'hui, ce discours est parti en miettes. Les élites sont plus jeunes, elles ont été socialisées à une autre époque* ». Angela Merkel ne partage pas cette tentation, mais elle est devenue maître dans l'art de la prudence. Cela explique son refus d'autoriser la mutualisation des dettes européennes réclamée par Paris et Rome. L'électorat conservateur allemand ne le lui pardonnerait pas. Pourtant, les voix qui prônent la solidarité s'élèvent de plus en plus fortement en Allemagne. « *Si nous ne les aidons pas, ils ne nous pardonneront jamais* », déclaraient début avril dans une tribune commune deux anciens ministres des Affaires étrangères, le social-démocrate Sigmar Gabriel et le vert Joschka Fischer. Ils faisaient allusion à l'Italie ; ils auraient pu parler de la France. Même son de cloche du côté de Ralph Brinkhaus, chef du groupe

parlementaire CDU-CSU au Bundestag. Dans une interview au magazine *Focus*, ce député influent exige que l'Allemagne participe davantage à l'effort européen pour venir à bout de la crise. Son allusion à la France est transparente : « *Certains de nos voisins européens ont peur que l'Allemagne consolide encore sa position déjà très forte, parce qu'elle s'en sortira mieux que les autres. C'est la raison pour laquelle nous devons - même si cela implique dans certains cas de venir à bout de nos résistances - faire preuve d'une grande solidarité.* » L'Allemagne est désormais consciente que l'intégration est telle en Europe qu'elle ne pourra plus s'en sortir toute seule. Elle s'apprête à rouvrir grand sa frontière avec la France. Mais il en faudra bien plus, à Berlin comme à Paris, pour que le couple franco-allemand retrouve son allant d'antan. Car, désormais, les deux pays ne boxent plus vraiment dans la même catégorie.